



N° 26

DISETTE : Manque de ce qui est nécessaire à la vie et, en particulier, manque de vivres, pénurie.

**Décembre
2016**

Et maintenant, on fait quoi ?

Une année s'achève, une autre s'annonce avec son lot de rendez-vous obligés et d'inconnues non-maîtrisées par les surpuissants maîtres des sondages.

2016 aura apporté son lot de grands et de petits malheurs. Les fanatiques ont instillé l'horreur dans notre quotidien et nous ne pouvons nous y résoudre.

Mais l'utilisation intensive de la peur par le pouvoir en place et par les médias dominants a démultiplié les effets de cette horreur voulue par une infime minorité. La peur a servi au gouvernement Hollande-Valls de vecteur pour faire passer des réformes rétrogrades et brutales. La peur du chômage, la peur de la précarité ont été utilisées contre l'opinion majoritairement défavorable à la loi Travail. Et la peur n'a pas suffi puisque le gouvernement a dû se résoudre à utiliser l'article 49-3 de la Constitution pour passer en force.

Que nous promet 2017 ? Rien de mieux à priori. La peur encore d'une alternative effrayante entre les héritiers du nazisme et ceux de Jeanne d'Arc (et vice-versa). La primaire de droite a donné lieu à une véritable surenchère sur le chiffre des suppressions de postes de fonctionnaires. Et qu'est-il arrivé ? Celui qui proposait le plus grand nombre a été élu ! 500 000 mesdames-messieurs, qui dit mieux ? Le commissaire-priseur Fillon a obtenu la pole-position des massacreurs d'emplois publics.

Bravo à lui. Combien d'infirmières, de professeurs, de policiers, d'agents des finances ? On ne sait pas, mais la race des employés publics est devenue celle des boucs émissaires d'une crise qu'ils subissent autant que ceux du privé. Mais c'est tellement facile. Beaucoup plus facile que de s'en prendre aux affameurs des multinationales tellement puissantes qu'elles sont devenues les donneuses d'ordre de nos fantoches politiques.

A la DGFIP c'est tout le réseau qui est visé, sa structure même est en cause, à coups de fermetures de sites, de regroupements, de plateformisation à outrance, le tout bien sûr accompagné ou précédé de suppressions d'emplois.

La nouveauté réside dans la volonté des décideurs d'intégrer cette casse du Service Public comme une donnée incontournable et de faire en sorte de soulager les agents qui en souffrent en organisant la pénurie : horaires et jours d'ouverture réduits, remplacement des guichets par des sites virtuels et roule ma poule !

Le baromètre social s'en fait même l'écho cette année, comme c'est étrange. Ce bel outil ne serait-il que le reflet de la pensée de nos maîtres, ne voudrait-on pas nous faire dire exactement ce que les hautes sphères veulent entendre ? C'est certainement du mauvais esprit de notre part. En tout cas, ce baromètre dont les résultats seront forcément brillants, soyez-en sûrs, et traités comme d'habitude avec la plus élémentaire hypocrisie, ne prend pas en compte le désarroi de ceux qu'on ne sait plus nommer : citoyens, contribuables, clients, usagers ?

Le risque est grand de voir, de lire leur angoisse de l'abandon dans les résultats du grand baromètre de la Présidentielle de mai 2017 et, cette fois-ci, personne ne pourra prétendre ne pas avoir été prévenu.

.../...

Journal d'information des Finances Publiques - CGT Finances Publiques

✉ cgt.disi-rhone-alpes-est-bourgogne@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet : <http://www.financespubliques.cgt.fr/691/>

.../...

Dans les DISI, la grande lessive commence. On fusionne des sites, on supprime des emplois qualifiés comme ailleurs et l'incompétence des décideurs les pousse à traiter avec encore plus de mépris ce qu'ils ne maîtriseront jamais. Il en découle une volonté accrue de vouloir réformer sans écouter, sans chercher le moins du monde à comprendre les équilibres parfois fragiles, comme celui qui lie les utilisateurs aux informaticiens.

La brutalité désormais le dispute à la bêtise et chaque technicien n'est plus qu'un prestataire de services utilisable à merci. Et si le boulot ne peut se faire comme demandé, on ira voir le privé, au mépris des engagements hypocrites de réinternalisation. Le prélèvement à la source, qui sera peut-être invalidé par une hypothétique nouvelle majorité en 2017, ne sera achevé en temps et en heure qu'à cette condition. Et en attendant, certains ESI sont au chômage technique faute de moyens alloués, comprenez qui peut.

A la DISI RAEB, c'est cette politique néfaste qui est déclinée, ESI par ESI, service par service, avec application et zèle par une hiérarchie supérieure convaincue de son bon droit et qui use d'une langue de bois indigeste et orgueilleuse pour nous persuader que tout va bien et que, quand ça va mal, c'est la faute des autres.

Nous sommes fonctionnaires, contribuables et citoyens, dans l'ordre ou le désordre, peu importe, mais, de plus en plus, nos hiérarchies insistent sur ce fait pour obtenir l'obéissance zélée qui est, selon elle, la seule voie vers le respect de la déontologie.

Qu'attendons-nous pour leur faire entendre une voix encore plus forte qui porterait toutes nos exigences et nos attentes et qui rendrait le Service Public au Public, tout simplement, stoppant ainsi la déshumanisation guettant l'ensemble de la société française ? Il est encore temps ; nous devons continuer à revendiquer, protester, manifester et faire grève quand nous ne sommes pas en accord avec les orientations que l'on nous impose.

Les élus et les syndiqués de la CGT Finances Publiques sont et seront toujours à vos côtés pour agir dans l'intérêt collectif. Il faut continuer à se battre et en être fiers !

Dans le bref intermède qui s'ouvre avec les vacances, nous vous souhaitons, ainsi qu'à vos proches, d'excellentes fêtes de fin d'année

Visite médicale : les absents ne sont pas les médecins

Merci, vraiment merci à toutes celles et tous ceux qui sont intervenus pour que les agents de certains ESI aient à nouveau droit à la visite quinquennale obligatoire chez le médecin de prévention.

Merci de noter qu'une visite obligatoire est normalement ... obligatoire, et pas seulement pour le patient, mais surtout pour l'employeur qui la doit à ses employés.

Merci pour les excuses toutes plus incohérentes fournies par la hiérarchie pour justifier les non-convocations. On a bien ri !

Merci à tous ceux et celles qui voudront nous faire croire que c'est grâce à leur intervention que cet oubli fut réparé.

Merci aux élus du personnel d'être intervenus en CHS-CT et en CTL ? Non, vous n'êtes pas sérieux, il n'y a aucun rapport !

Merci enfin à la DISI de bien vouloir indiquer aux agents une adresse pour renvoyer les fioles d'analyse d'urine inutilisées.

Madame Irma et sa boule de cristal

Notre prédiction s'est révélée exacte : les 9 emplois supprimés au 1^{er} septembre 2017 concernent bien les CID, l'AT, l'ESI De Dijon, les ESI de Lyon et la Direction. Le CTL du 9 novembre 2016 nous avait mis la puce à l'oreille et les documents du CTL du 15 décembre 2016 appelé par les James Bond 000 de la DISI RAEB « Opération sur les emplois » le confirment.

Cerise sur le gâteau : l'ESI de Grenoble n'échappe pas à cette coupe drastique des effectifs de la DGFIP. 55 postes ont disparu depuis la création de la DIS RAEB le 1^{er} septembre 2011 : Qui dit mieux ?

L'avenir (sombre) nous le dira.

SCOOP de dernière minute : Ce n'est pas le père Noël qui s'est chargé des 9 suppressions d'emploi. Celui qui se trouve sur la page d'accueil de la DISI est bien plus sympa que ceux qui ont profité de sa présence pour tenter de nous faire oublier le vol de 9 chaises qui ne seront plus jamais occupées.